

L'indépendance de la Commission interaméricaine des droits humains pourrait être mise à mal par la non-reconduction à sa tête de son secrétaire exécutif, Paulo Abrão

Défense des droits menacée

CHRISTOPHE KOESSLER

Amériques ▶ Le continent américain dispose d'un instrument puissant de défense des libertés: la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH), un organe interétatique basé à Washington. Il rappelle souvent les Etats à l'ordre, surtout en Amérique latine, et obtient souvent des résultats. Aujourd'hui son indépendance et son autonomie seraient menacées selon de nombreuses ONG, dont Human Rights Watch, et Michelle Bachelet, la haute commissaire aux droits humains des Nations unies.

En cause: la décision, le 15 août, du secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), Luis Almagro, de ne pas accepter la reconduction à la tête de cette commission de Paulo Abrão, titulaire depuis 2016. Un aval de l'OEA qui en temps normal ne constitue qu'une simple formalité puisque c'est la CIDH elle-même qui choisit sa direction. Et le 8 janvier, la commission avait choisi à l'unanimité de réélire le Brésilien Paulo Abrão, connu pour sa pugnacité et son impartialité.

Attaques à répétition

Pour Human Rights Watch, il n'y a pas de doute: le contre-ordre de l'OEA «apparaît comme un nouvel effort pour compromettre l'indépendance de la commission». L'ONG rappelle qu'en 2019, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Pérou et le Chili – tous marqués alors très à droite – avaient fait pression sans succès pour obtenir des changements au sein de la CIDH dans le sens d'un plus grand «respect» de la souveraineté nationale. Une démarche visant à faire taire les critiques, selon elle. Human Rights Watch mentionne aussi une tentative de musèlement venue de gouvernements de gauche en 2012, lorsque l'Equateur de Rafael Correa, soutenu par l'alliance d'Etats progressistes ALBA, avait voulu limiter certaines prérogatives de la CIDH.



Ces dernières années, Paulo Abrão a été sous le feu des critiques des Etats américains gouvernés à droite. KEYSTONE

Cette fois, l'offensive viendrait plutôt du camp conservateur, selon certaines sources. Plusieurs indices pointent dans ce sens. Premièrement, Luis Almagro a clairement été soutenu par les Etats marqués à droite, comme les Etats-Unis et la Colombie, lors de sa réélection à la tête de l'OEA en mars. Donald Trump lui a ouvertement affiché son soutien et le secrétaire général de l'OEA s'est clairement aligné sur la politique de Washington. En 2018, il a déclaré, dans la ligne des intentions affichées par le grand voisin du Nord, qu'il ne fallait pas écarter la possibilité d'une intervention militaire pour déloger Nicolas Maduro de la pré-

L'Organisation des Etats américains s'est clairement alignée sur la politique de Washington

sidence du Venezuela. L'OEA s'était aussi précipitée à accrédi-ter – sans preuves – la thèse de fraudes lors des élections en Bolivie en 2019, qui avaient donné gagnant le président de gauche, Evo Morales. Une thèse démontée par la suite.

Bolsonaro en embuscade?

Selon le journal français *l'Humanité*, Luis Almagro avait par ailleurs condamné en octobre 2019 les manifestations populaires auxquelles étaient confrontés les gouvernements chilien, colombien et équatorien, derrière lesquelles il a vu la main des gouvernements vénézuélien et cubain.

Paulo Abrão était aussi sous le feu des critiques des Etats gouvernés à droite ces dernières années. Le secrétaire exécutif de la CIDH a été plusieurs fois pris à partie par le président brésilien, Jair Bolsonaro, rappelle l'ex-diplomate uruguayen Juan Raúl Ferreira. La section brésilienne de la radio britannique BBC se demande même si la tentative d'écarter M. Abrão aurait un lien avec la publication prochaine d'un rapport au vitriol de la CIDH sur les violences policières, l'action des milices et les reculs démocratiques constatés pendant les deux premières années du mandat de

Jair Bolsonaro. L'agence Associated Press a pour sa part recueilli le témoignage de diplomates latino-américains estimant que la tentative d'écarter Paulo Abrão serait le résultat de pressions de la Colombie et du Brésil qui le considéreraient comme «trop proche des défenseurs des droits humains et prompt à intervenir dans les affaires internes des Etats».

Abrão accusé de harcèlement

Luis Almagro a pour sa part justifié son action en évoquant «61 plaintes» qui auraient été déposées par le personnel de la CIDH contre Paulo Abrão pour harcèlement au travail et d'autres motifs concernant la politique d'engagement. Un passif apparemment impressionnant mais que la CIDH conteste. «Ce ne sont pas 60 cas, et tous ne sont pas dirigés contre Paulo Abrão», a déclaré Joël Hernández, le président de l'institution. Ce dernier a expliqué que la commission avait examiné la plupart des plaintes en 2019 en collaboration avec l'ombudsman de l'OEA, Neyla Perez. «M. Abrão suivait depuis 2019 les recommandations émises par M. Perez et la commission était informée des mesures prises», ajoute le président. Human Rights Watch estime que les plaintes restantes doivent être examinées et les victimes indemnisées, mais «indépendamment du fonctionnement de l'institution».

La CIDH ne comprend pas pourquoi le secrétaire général de l'OEA a attendu le 15 août, soit deux semaines avant la prolongation du mandat de M. Abrão, pour exprimer des doutes et contester sa réélection, fragilisant ainsi le travail de l'institution.

Aujourd'hui, un bras de fer déterminera l'avenir de la Commission interaméricaine des droits humains. Alors que l'ONU, le Mexique et l'Argentine ont pris ouvertement fait et cause pour la poursuite du mandat de Paulo Abrão, un bal diplomatique discret a lieu dans les coulisses de l'OEA. |

Privatisation de la coopération contestée

Suisse ▶ Au printemps dernier ont été dévoilées les intentions de la Direction de la coopération suisse (DDC) de consacrer à l'avenir jusqu'à 27% de son budget à des projets menés par des entreprises, et en particulier par des multinationales (notre édition du 28 mai). Nouvelle qui a soulevé un tollé dans les milieux de la coopération et qui suscite cette semaine le lancement par Attac Suisse d'une lettre ouverte destinée à la DDC. «Cette stratégie de coopération internationale est problématique et ne peut être compatible avec une politique d'aide au développement respectueuse des droits humains, de l'environnement et du bien commun», tranche le texte. Attac espère réunir un maximum de signatures avant la discussion de ce sujet au Conseil national le 21 septembre.

Les conflits d'intérêts potentiels sont évoqués dans la lettre comme un obstacle à une aide efficace, centrée sur les besoins réels des populations: «Le renforcement que ce type d'aide inaugure avec le secteur privé expose

certaines domaines sensibles de l'aide au développement (alimentation, eau, santé, pauvreté) à des opportunités commerciales qui ne permettent pas d'investir au mieux les ressources dans les projets eux-mêmes.»

L'exemple de Nestlé y est donné car la multinationale suisse entretient déjà des collaborations avec la DDC. «Le projet pour une meilleure utilisation de l'eau dans la production de café au Vietnam nous donne à craindre que la multinationale Nestlé tire profit de ce programme pour optimiser sa propre production de café.»

La lettre ouverte conteste aussi la nomination en 2019 de Christian Frütiger, un ancien vice-président de Nestlé, au poste de vice-directeur de la DDC: «Cette nomination ne fait que confirmer la volonté des multinationales comme Nestlé de s'implanter dans le domaine de la coopération au risque de l'affaiblir, voire de détourner de ses buts premiers d'entraide la coopération suisse.» **CKR**

Manifeste pour la démocratie brésilienne

Genève ▶ Des Brésiliens de Suisse ont lancé dimanche à Genève un mouvement de défense de leurs institutions démocratiques. Un manifeste nommé *Movimento preserva Brasil* a été rédigé et soumis à la signature des Brésiliens de l'extérieur¹. Face aux menaces pour la démocratie, les droits fondamentaux et la Constitution que font peser selon eux les actions du président, Jair Bolsonaro, et de son camp (pourtant jamais cités dans le texte), les initiants souhaitent créer une union de citoyens à l'étranger.

«Les Brésiliens de l'extérieur ont un certain poids, et en particulier ceux résidant à Genève où se trouvent l'ONU et de nombreuses organisations internationales», explique Jean-Jacques Fon-

taine, journaliste suisse spécialiste du Brésil, et partie prenante de ce mouvement.

Il s'agit de créer une alliance large, selon Roland Bossard, Suisso-Brésilien de Genève à l'origine de cette initiative: «Nous voulons dépasser les clivages gauche-droite et proposer des solutions constructives. En dépit de nos différences, nous avons un socle commun.»

Au-delà du manifeste, la démarche pourrait déboucher sur l'organisation d'événements et d'ateliers collaboratifs en ligne sur des thèmes concrets, voire la formation d'une association. Près de 500 personnes de Suisse et d'Europe ont déjà signé le texte, se réjouit M. Bossard.

L'omission de Jair Bolsonaro et de l'action de son gouvernement

dans le manifeste n'est pas anodin: «C'est un choix de ne pas apparaître comme un mouvement qui attaque le président, dans un contexte brésilien extrêmement polarisé», précise Jean-Jacques Fontaine. Le pays se trouve selon lui dans une impasse politique profonde et l'opposition doit trouver un chemin pour se rassembler.

Le journaliste rappelle qu'une manifestation d'extrême droite réclamant le retour d'un régime militaire dans le pays a eu lieu en avril à Brasília et que le président y a participé. Le parlement et la Constitution sont régulièrement contestés dans le pays, notamment par des membres du gouvernement. **CKR**

¹<https://mpb-ge.org>